

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°276 DU LUNDI 08 MAI 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

LA PRESSE ÉCRITE EN DEUIL

Mamoudou Diallo, le grand distributeur de journaux, n'est plus !

P.2



Édito à vue d'Aigle

Un mur de défiance entre le CNRD et les FVG

C'est un euphémisme de dire que la façon dont la transition guinéenne est conduite par le colonel Mamadi Doumbouya, ancien commandant du groupement des Forces spéciales, ne semble pas être du goût de tout le monde... P.2

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE P.3



La demande osée du secrétaire général du SPPG au Gouvernement

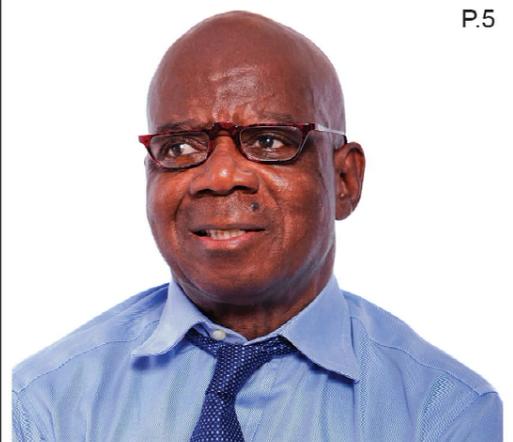
JOURNÉE DES SAGES-FEMMES P.4



La présidente de la corporation plaide pour un recrutement dans les structures sanitaires

OPINION

P.5



Les Forces vives en mode caduc

MÉDIAS

Le président de la HAC préoccupé par la faible rémunération des journalistes guinéens P.5

PRESSE GUINÉENNE LIBRE

P.6

La contribution de l'ancien ministre de la Communication, Aboubacar Sylla

COMMUNIQUE

P.10

Dr Moro Achiou SIDIBE, ophtalmologiste tradi-praticien spécialiste de traitement de maux d'yeux.



Édito à vue d'aigle



Un mur de défiance entre le CNRD et les FVG

Cest un euphémisme de dire que la façon dont la transition guinéenne est conduite par le colonel Mamadi Doumbouya, ancien commandant du groupement des Forces spéciales, ne semble pas être du goût de tout le monde. L'on assiste à un bras de fer, un face-à-face tendu entre les autorités de la transition et les Forces vives de Guinée qui, pour se faire entendre, ont cru devoir appeler à manifester notamment dans le grand Conakry. Les mots d'ordre de marches pacifiques ont été lancés puis reportés à maintes reprises grâce à la médiation des leaders religieux. Et beaucoup ont alors pensé que cette médiation pourrait durablement rapprocher les positions, afin que le navire de la transition reparte pour arriver à bon port et faire entrer la Guinée dans le cercle fermé des pays africains où la démocratie est une réalité tangible. Malheureusement,

les Forces vives de Guinée reconstituées autour des trois principaux partis du pays (RPG Arc-en-ciel, UFDG, UFR) et du FNDC dissous par le MATD ont annoncé le 28 avril leur retrait des pourparlers engagés avec le Gouvernement. Cinq jours plus tard, elles ont décliné, dans un communiqué publié dans la presse, le calendrier de leurs prochaines manifestations de rue à travers le pays. Six journées de manifestations pacifiques sont ainsi programmées du 10 au 25 mai 2023 (les 10 et 11 ; les 17 et 18 ; les 24 et 25).

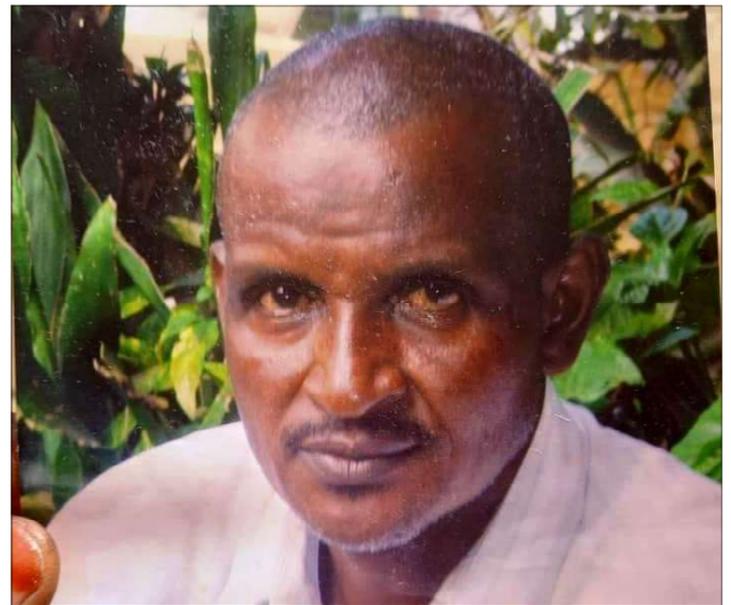
Il faut rappeler qu'au lendemain de leur prise du pouvoir, le colonel Mamadi Doumbouya et ses compagnons du CNRD ont promis d'organiser des élections libres et transparentes pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition (Président de la transition, CNRD, CNT, Gouvernement) ne sera candidat. Pour beaucoup, aucun Guinéen patriote ne devrait se faire prier pour poser des actes allant dans le sens de la préservation de la paix pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Un échec de la transition en cours ne profiterait à personne. Sous le régime d'Alpha Condé, on le sait pertinemment, les manifestations de rue ont fait de nombreuses victimes, au grand dam de leurs proches. Sans oublier les destructions de biens publics et privés. Il est à espérer vivement que tous les acteurs sociopolitiques sauront raison garder pour éviter de jeter de l'huile sur le feu, avec toutes les conséquences que cela comporte. La Guinée est notre maison commune qui a besoin d'être protégée à tout prix. Faisons en sorte que cette transition soit la dernière en Guinée. Le mur de défiance qui s'est dressé entre le CNRD et les Forces vives de Guinée devrait être démolé pour permettre, dans les délais impartis, la tenue d'élections crédibles de la base au sommet pour tourner définitivement la page de la transition.

Kéfina Diakité

LA PRESSE ÉCRITE EN DEUIL

Mamoudou Diallo, le grand distributeur de journaux, n'est plus !

Le jeudi 27 avril 2023, le monde médiatique guinéen, notamment celui de la presse écrite, a appris avec consternation, le décès de Mamoudou Diallo (Kötö Mamoudou pour les intimes), le grand distributeur de journaux basé à la Pâtisserie centrale, à Kaloum, des suites d'une longue maladie à Coyah.



Les fondateurs, les directeurs de publication et les reporters des premiers journaux indépendants de Guinée se souviendront longtemps de Mamoudou Diallo, celui qu'on considérait à juste titre comme le distributeur en chef de journaux à Conakry, pour le plus grand bonheur des lecteurs. Parmi ces journaux, l'on peut citer notamment : Le Lynx, La Lance, L'Indépendant, Le Démocrate, Le Populaire, L'Observateur, L'Aurore, Le Défi, La Croisade, La Nouvelle, L'Enquêteur, Le Standard ou encore La Nouvelle Tribune.

Nombreux sont d'autres journaux qui ont été aidés (à travers des crédits), par Mamoudou Diallo pour faire face à leurs frais d'impression. La Pâtisserie centrale était devenue une sorte de plaque tournante, un passage obligé pour la plupart des journalistes en difficulté. Mais apparemment, lorsqu'il est tombé

malade, rares sont ceux qui se sont souciés de son sort ou qui l'ont aidé alors qu'ils en avaient les moyens. On attend son décès pour faire des témoignages démagogiques sur leur page Facebook. Il faut dire que Mamoudou Diallo n'aura pas été récompensé comme cela se devait par certains journalistes qui, par le passé, ont eu à bénéficier largement de ses services et de son soutien. La rédaction de l'Aigleinfos profite de cette triste occasion pour présenter ses condoléances les plus attristées à la famille biologique de Kötö Mamoudou, aux vendeurs de journaux et à toute la presse guinéenne. Que son âme repose en paix et que la terre de Guinée qu'il a servie avec amour et patriotisme lui soit légère.

Kéfina Diakité



INTERVIEW

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

La demande osée du secrétaire général du SPPG au Gouvernement

Le 03 mai de chaque année, est déclaré Journée Internationale de la Liberté de la Presse. Le thème de cette année est : « Façonner un avenir des droits, la liberté d'expression : clé de voûte des droits humains ». En Guinée, cette journée a été célébrée au siège de la Haute Autorité de la Communication-HAC et présidée par le Chef du gouvernement, Dr Bernard Goumou. Le Secrétaire Général du Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée a profité de l'opportunité pour dénoncer les conditions de vie des journalistes et demander aux autorités de bloquer la subvention des médias.

LAigleinfos : Ce 03 mai marque la Journée Mondiale de la liberté de la Presse. Vous, en tant que syndicat, vous avez pris part à la célébration de cette journée organisée par la Haute Autorité de la Communication. Que pensez de cette journée ?

Sékou Jamal Pendessa : Cette journée est une occasion pour nous les professionnels de l'information de faire l'état des lieux sur tout ce qui s'est passé au cours des douze derniers mois.

L'Aigleinfos : Que pensez-vous de l'exercice de la profession du journalisme en Guinée ?

Sékou Jamal Pendessa : Il se trouve que le SPPG avait fait un travail en amont, c'est-à-dire un rapport annuel sur la liberté de la presse au niveau national. Ce document a comptabilisé vingt cinq actions liberticides dans tout le pays dont vingt à Conakry. Et quand vous faites l'analyse de ce document, vous vous rendez compte que nos agresseurs sont dans tous les milieux socioprofessionnels (les services de sécurité, les militaires, la justice même est contre nous, les acteurs politiques et leurs militants, de simples citoyens aussi) partout où on va on nous agresse. On se demande même vers qui on va se sentir en sécurité réellement ? Cette question, elle est importante aujourd'hui parce que si on nous demande de cesser d'informer le public, peut-être on va cesser d'exister



car nous vivons de ça.

L'Aigleinfos : Ces douze derniers mois, quel regard portez-vous sur la pratique de notre métier comparativement à l'année dernière ?

Sékou Jamal Pendessa : A chaque trois mois, nous faisons une synthèse, il fallait être dans l'actualité pour prendre ce qu'on n'a fait au cours du premier trimestre de l'année en cours. Et sept cas d'atteinte à la liberté de la presse ont été notés. Quand vous ajoutez ce nombre

au rapport de l'année dernière, ça nous fait trente-deux cas. En termes de comparaison, cela voudrait dire que si vous prenez le rapport du premier trimestre de cette année c'est sept cas liberticides contre un à la même période de l'année dernière. Ça veut dire que si on ne fait rien pour freiner cet élan liberticide, le prochain rapport du SPPG risque d'enregistrer, de connaître plus de cinquante cas.

L'Aigleinfos : De la 84^{ème} place l'année dernière, la Guinée passe à la 85^{ème} cette année en

perdant un point dans le classement fait par Reporters Sans Frontières. Qu'est-ce qui explique cela, selon vous ?

Sékou Jamal Pendessa : Ce qui explique ce recul qu'on n'a connu, ce sont les agressions des journalistes malheureusement, des menaces de mort dont des journalistes ont été victimes, le comportement de certains dirigeants comme le préfet de Dinguiraye qui a pris un journaliste le mettre à la disposition de la gendarmerie et ce dernier a passé toute la journée là-bas privé de sa liberté. Il y a aussi la justice qui est censée protéger tous les citoyens y compris les journalistes, s'insurge des fois contre nous. Donc c'était inévitable qu'on allait reculer.

L'Aigleinfos : Dans le discours que vous avez tenu à l'occasion de cette journée ici à la HAC, vous avez demandé à l'Etat d'arrêter les subventions tant que la convention collective n'est pas signée. Pourquoi cette demande ?

Sékou Jamal Pendessa : Parce que nous avons passé par tous les moyens au niveau interne entre les patrons des médias et nous syndicats mais ils refusent. Nous sommes allés jusqu'à faire impliquer la Ministre Rose Pola Pricemou, l'ancienne chef du département de l'Information et de la Communication pour une médiation mais les patrons ont refusé de signer la convention collective. On avait aussi écrit au

Premier Ministre d'alors Mohamed Béavogui pour qu'il suspende cette subvention mais il ne nous a pas écoutés. C'est pourquoi aujourd'hui j'ai pris la parole officiellement devant le Chef du gouvernement, Dr Bernard Goumou, le président de la HAC, les représentants des corps diplomatiques pour réitérer cette demande transversale à la fois à l'Etat et aux partenaires de développement de suspendre toute aide dédiée aux médias tant qu'elle n'est pas signée. Nous y tenons vraiment.

L'Aigleinfos : Le Président de la HAC Boubacar Yacine Diallo a dit dans son discours que son institution va veiller à liberté de la presse et aussi à la responsabilité des journalistes. Et le Premier ministre a insisté sur le fait que certains journalistes ne jouent pas pleinement leur rôle.

Sékou Jamal Pendessa : En tant que simple journaliste, je dirais que le Premier ministre aurait dû attendre que cette journée passe et s'il a été attaqué par des confrères qui n'ont pas fait preuve de journalisme, il demande un droit de réponse ou il saisit la HAC pour les ramener à l'ordre. Je pense que si j'étais à sa place, je n'allais pas qualifier des journalistes de militants politiques.

L'Aigleinfos : Merci Camarade pour votre disponibilité

Sékou Jamal Pendessa : C'est moi qui vous remercie !

Samuel Demba. D

TRANSITION GUINÉENNE

Sékou Koundouno du FNDC porte de graves accusations contre le régime de Mamadi Doumbouya

Sékou Koundouno est le responsable chargé des stratégies et de la planification du FNDC dissous officiellement par le MATD. Dans une tribune publiée dans la presse, il accuse le régime du colonel Mamadi Doumbouya de reposer sur le clientélisme, le régionalisme, le favoritisme et le copinage. « Le 05 septembre 2021 et jours suivants, Mamadi Doumbouya a passé tout son temps à brocarder le régime de Monsieur Alpha Condé. Il dénonçait la violation des droits de l'homme, le déficit de la démocratie, la corruption, le détournement des deniers publics etc.

Quel est le Guinéen qui n'avait pas cru qu'avec son avènement à la tête du pays, il aurait fondamentalement changé les pratiques qu'il a dénoncées publiquement? Mais, dix-huit (18) mois après, et à l'épreuve des faits, le remède s'est révélé en désenchantement. La corruption et les détournements de deniers publics sont plus que jamais présents et se sont davantage accentués. Le régime de MAMADI DOUMBOUYA repose en réalité sur le clientélisme, le régionalisme, le favoritisme et le copinage. Les ressources minières du pays sont bradées à ses nouveaux amis indiens et

autres hommes d'affaires locaux qui ont transformé la Guinée en une vaste société commerciale dont ils sont les seuls actionnaires avec quelques ministres et cadres véreux qui sont leurs complices. Pour illustrer cette mainmise sur toutes les ressources minières du pays, Mamadi Doumbouya ne se gêne d'octroyer un permis minier pour l'exploitation de la mine de fer de Zogota au groupe indien Jindal Group. Cette attribution n'a été soumise à aucun appel d'offre. Pis, i faut également rappeler que ce groupe est derrière la mise à disposition frauduleuse de l'avion actuellement utilisé par

la junte militaire en Guinée. Mais aujourd'hui, les mines et les BTP [Bâtiments et Travaux Publics] sont devenus la propriété exclusive de la pègre nationale et internationale. Il faut souligner aussi les acquisitions immobilières par certains proches et collaborateurs du légionnaire Mamadi Doumbouya, des officiers supérieurs de l'armée, du gouvernement sans oublier des directeurs de régies financières tant en Guinée que dans la sous-région et en Europe. En dix huit mois, beaucoup ont profité de leur position dominante pour envoyer leurs enfants et épouses au Canada, en France

et en Allemagne aux frais du contribuable guinéen. Dans la Guinée de Mamadi Doumbouya, les scandales de détournement de fonds et de corruption se succèdent les uns après les autres. Mais par calcul politicien, Doumbouya fait obstruction à toutes formes d'investigations et préfère étouffer ces scandales. Ce, dans le seul but de ne pas mécontenter ceux qu'ils considèrent comme des éléments clés de son pouvoir. Car en fin de compte, ce qui compte plus que tout pour lui, c'est la conservation du pouvoir, le pouvoir personnel... », a fait savoir Sékou Koundouno.

Mamadou Saidou

INTERVIEW

JOURNÉE DES SAGES-FEMMES

La présidente de la corporation plaide pour un recrutement dans les structures sanitaires

Chaque 05 mai de l'année marque la Journée Mondiale des sages-femmes. L'occasion est mise à profit pour valoriser ces bonnes dames qui ne ménagent aucun effort dans le suivi de la grossesse et même après l'accouchement. Pour en parler, nous avons rencontré Hadja Adama Manyan Condé, Présidente de cette corporation en Guinée. Elle a parlé des avancées enregistrées dans ce domaine mais aussi des défis à relever.



L'Aigleinfos : Ce 05 mai marque la Journée Mondiale de la sage-femme. Quels sont vos sentiments de voir une journée entière décidée à cette corporation ?

Hadja Adama Manyan Condé : Nous sommes heureuses de célébrer cette journée parce qu'elle permet de mettre la sage-femme en exergue, reconnaître ses mérites. Ceci nous permet de montrer à la population ce que nous sommes capables de faire et en quoi consiste la sage-femme.

L'Aigleinfos : Malgré son importance, nous constatons qu'aucune activité n'est prévue pour immortaliser cette journée en Guinée. Qu'est-ce qui explique cet état de fait ?

Hadja Adama Manyan Condé : Nous sommes de cœur aujourd'hui avec toutes les sages-femmes du monde entier. Pour la célébration de la journée, nous allons la faire en différé compte tenu de l'indisponibilité des sages-femmes qui sont sur le terrain pour des enquêtes.

L'Aigleinfos : Dites-nous en quoi consistent les activités

d'une sage-femme et qu'est-ce qui la différencie des autres corps comme l'infirmier ?

Hadja Adama Manyan Condé : En général, le corps médical se complète. Mais la sage-femme c'est une personne qui a reçu un programme de formation des sages-femmes qui est basée sur un programme essentiel sur la pratique de base et l'infirmière est la personne la plus proche de la sage-femme. Et le travail d'une sage-femme ne se limite pas seulement à l'accouchement. Elle suit le post-prénatal et la nourrice.

L'Aigleinfos : Depuis la création de votre association en 1991, vous avez mené plusieurs actions sur le terrain dans le cadre de la sensibilisation. Chaque année, vous représentez également la Guinée dans les grands rendez-vous à l'international. En termes de résultats, quels profits le pays a tirés de vos démarches ?

Hadja Adama Manyan Condé : Nous sommes très contentes de dire que l'ASFEGUI a permis la mise en place de l'ordre des sages-femmes de Guinée. Nous faisons partie des pays rares à réussir ce pari contrairement aux pays comme le Sénégal, et nous sommes fières de ça parce qu'à chaque rencontre

internationale c'est ce que nous présentons. Et nous nous préparons à participer du 07 au 12 juin prochain, au 33^{ème} congrès de la Confédération Mondiale des sages-femmes. Je le dis avec fierté parce que nous avons reçu une invitation.

L'Aigleinfos : Comment se porte aujourd'hui le métier des sages-femmes en Guinée ?

Hadja Adama Manyan Condé : Le métier des sages-femmes se porte très bien en Guinée. Pour preuve, nous participons à la vie sanitaire du pays. L'accouchement ne peut se faire qu'en présence d'une sage-femme ; donc on ne peut pas nous occulter.

L'Aigleinfos : Dans la pratique de votre métier, certains citoyens s'en prennent à vos collègues pour diverses raisons. Est-ce que cela veut dire ce métier va avec des risques d'incompréhension ?

Hadja Adama Manyan Condé : En des endroits particuliers, des sages-femmes n'ont pas très bonne renommée parce que les citoyens ne savent pas bien ce que nous faisons. Il faut dédramatiser la sage-femme parce qu'elle est l'accompagnatrice de la femme mais malheureusement on n'est pas bien comprises parfois. On dit que

l'accouchement est gratuit c'est vrai mais quand une femme qui vient accoucher en n'ayant pas quelque chose dont l'hôpital ne dispose pas, il ne faudrait pas que des femmes s'offusquent quand on leur demande quelque chose dont elle pourrait avoir besoin ; pas de l'argent.

L'Aigleinfos : Au regard de tout ce que vous vivez, vous constatez mais aussi ce que vous faites pour valoriser cette corporation, quel plaidoyer faites-vous aux autorités au nom des sages-femmes ?

Hadja Adama Manyan Condé : D'abord nous remercions les autorités qui ne cessent de nous accompagner mais on aurait souhaité qu'ils fassent un recrutement massif des sages-femmes parce qu'il y en a beaucoup qui ont terminé leurs études pour qu'elles puissent aller dans les zones qui sont en manque. Jusqu'à présent, nous n'avons pas atteint le quota de sages-femmes surtout à l'intérieur du pays.

L'Aigleinfos : Merci à vous pour cette disponibilité !

Hadja Adama Manyan Condé : C'est moi qui vous remercie de l'opportunité que vous m'avez offerte.

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

FNDT

Bogola Haba se prononce sur les manifestations projetées par les FVG

Keamou Bogola Haba, le coordinateur du Front National pour la Défense de la Transition (FNDT), a cru devoir réagir à l'annonce des manifestations que les Forces vives de Guinée, reconstituées autour du RPG Arc-en-ciel, de l'UFDG, de l'UFR et du FNDC dissous, comptent organiser du 10 au 25 mai 2023 aussi bien dans

le grand Conakry qu'à l'intérieur du pays.

« C'est une recette connue depuis que ces frères sont rentrés en opposition et en rébellion contre la gestion militaire actuellement en cours. Ils ont utilisé la rue comme l'unique méthode pour exprimer leur frustration contre la r e f o n d a t i o n . Malheureusement pour eux,

cette méthode est restée inefficace. Elle n'a pas porté quand bien même qu'Alpha Condé était au pouvoir et elle n'apportera non plus, tant que nos forces de sécurité restent unies autour du colonel Doumbouya. Ça ne fait pas peur parce que ça n'aboutira à rien», a martelé Keamou Bogola Haba, le coordinateur du FNDT. Il a

par la suite lancé un appel aux parents dont les enfants, dit-il, sont souvent manipulés par des acteurs sociopolitiques pour arriver à leurs fins.

« Ce sont plutôt des jeunes enfants de moins de 15 à 18 ans, pour la plupart candidats aux différents examens, qui sont manipulés, blessés et tués parfois. C'est le moment

pour leurs parents d'appeler leurs enfants à ne pas se laisser manipuler. Car, ni Alpha Condé, ni Elhadj Cellou Dalein Diallo encore moins Sidya Touré, ne sera président à travers les manifestations» Reste à savoir maintenant si son appel sera entendu. Attendons de voir.

Mamadou Saïdou

Opinion

Les Forces vives en mode caduc

L'absence de mise à jour des arguments à adapter à la réalité du moment risque de dérouter la bonne foi des seigneurs de la paix.



L'opposition est arrivée autour de la table avec une position caduque préconçue, brandissant la menace de manifester. Les Forces vives donnaient l'impression que le pouvoir est en position de faiblesse absolue.

Nous étions heureux de constater qu'en dehors du kalachnikov des militaires, qu'il y avait aussi de la volonté du Premier ministre civil à faire preuve de son talent pour discuter en toute galanterie et en bonne intelligence avec les forces vives qui malheureusement, sont venues avec des préalables non négociables au mépris de ceux d'en face.

Le communiqué largué par une certaine Domani Doré demandant la libération de tous les détenus en fait foi.

Fond du débat et préalables
Le cadre du dialogue a cédé, les nouveautés s'invitent et s'ajoutent à la surprise générale des observateurs, les revendications ont pris une connotation sinusoïdale telle que:

1) Besoins de recours à l'arbitrage de la Cedeao.

Le recours à la communauté internationale est devenu la baguette magique pour résoudre nos contentieux, une pratique obsolète qui expose un manque de confiance à l'interne à cause des positions partisans orientées.

2) Le retour de Dalein et de Sidya au bercail.

Cela sous-entend que les deux leaders politiques constituent l'appareil respiratoire et le pancréas de la vie politique en Guinée, de Kassa jusqu'à Yalenzou en passant par

Balato.

3) La libération de tous les détenus.

Lesquels des détenus parlent-ils?

Espérons qu'il ne s'agit pas des damnés de la Crief. Et même ça, je vois mal l'Etat s'immiscer dans le champ magnétique du judiciaire.

L'Appel à manifester entre Bulldozers et Caterpillars en activité dans nos quartiers afin de remettre nos voiries en parfait état n'est-il pas la réponse du CNRD à ses détracteurs?

Qu'est-ce qui se passe en Guinée?

Ceux qui prétendent nous gouverner un jour s'opposent à la reconstruction d'aujourd'hui. Les revendications personnalisées des forces vives pendant la transition sont de nature peu conciliantes et visiblement floues. Plus j'y pense plus je me perds.

Malgré que le dernier mandat d'Alpha Condé fût tacheté d'irrégularités massives, j'avais tout de même condamné ceux qui ont incendié le train minier, arraché les poteaux électriques, vandalisé les biens des innocents jusqu'à morts d'hommes suite à un "gbangban" de l'après-élection. J'avais également critiqué l'attitude de Donald Trump quand ses partisans républicains ont lancé l'assaut sur le capitole (temple de la démocratie américaine). Bref je suis du côté de la justice. Le parti politique est créé pour la conquête du pouvoir, qui, dans sa mission élémentaire, devra se mettre au travail pour bâtir un pays dans lequel l'eau de

ruissellement n'envahit pas les salons des citoyens pendant l'hivernage. Bref ce travail est en train d'être fait par la transition.

NB: Ce n'est pas parce que le CNRD a parlé d'un budget de 6000 milliards fg pour financer que le dialogue doit s'arrêter et se faire remplacer par des enfants au nom de l'Intifada contre les forces de l'ordre.

Le cadre du dialogue devrait désormais être requalifié sur la recherche des moyens financiers pour l'atteinte des objectifs de la transition.

Seuls les esprits intelligents comprennent que ce ça voudrait dire.

Société civile, opposition et autres, parlez-nous un peu du projet sur la nouvelle constitution, le code électoral et comment calculer la pension de retraite. Ça nous intéresse.

Pendant que eux, ils planifient les manifestations, le CNRD est à l'œuvre pour rendre à la Guinée sa fierté perdue par la faute des nouveaux locataires de la maison d'arrêt correctionnelle de Coronthie en abrégé (MACCO). Certains d'entre eux ont choisi des résidences de luxe comme l'hôpital sino-guinéen ou la clinique Pasteur, bref nous les avons à l'œil. Vécu du CNRD.

Je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu.

(Veni, vidi, vici) en latin ecclésiastique de Jules César en 47 av. J-C vient de renaître en Guinée par le truchement des travaux de bitumage de onze villes du pays dont les travaux sont déjà engagés.

Il s'agit de Tougué (15

kilomètres), Lélouma (9.5 kilomètres), Mali (17,1 kilomètres), Koubia (9.3 kilomètres), Kindia (8.5 kilomètres), Gaoual (10 kilomètres), Koundara (8.3 kilomètres), Dabola (8.5 kilomètres), Macenta (11.2 kilomètres), Yomou (11 kilomètres), Kerouané (11.33 kilomètres), le CNRD est à son neuvième convoi de Guinéens jadis bloqués en Tunisie et tout récemment dans une zone de guerre au Soudan.

Dans quelques mois, certaines villes de Guinée connaîtront leurs premiers bitumes, 65 ans après l'indépendance.

Même si je n'ai pas duré à l'école mais au moins j'ai duré sur terre et j'ai eu raison de me poser une question simple. Depuis quand la démocratie dans son contexte dimensionnel soit attribuée comme titre à l'État par un autre, je fais référence à la récente communication de l'ambassade des USA parlant du compte à rebours lancé sur son site le 31 mars relatif au retour à l'ordre constitutionnel. Foutaise !

Dans la salle du centre islamique où se tenait le dialogue, il n'a manqué qu'un écriteau sur la table côté forces vives, ça pouvait être:

Machiavel, la chorale, les rêveurs, les surréalistes, les demandeurs de primes.

J'aurais mieux écrit si j'avais été à l'école

Thomas Morgan Mamy
Éditorialiste, libre opinion
Tél 629 89 27 58
Whatsapp 623 19 49 16

MÉDIAS

Le président de la HAC préoccupé par la faible rémunération des journalistes guinéens

Le 03 Mai dernier, le président de la Haute Autorité de la Communication (HAC), Boubacar Yacine Diallo, a mis à profit la célébration de la Journée Mondiale de la liberté de la presse, pour déplorer le fait que la Guinée ait une mauvaise réputation en termes de rémunération des journalistes.

« Je voudrais témoigner qu'à la date du 3 mai 2023, aucun journaliste n'est en prison, on peut donc se réjouir contrairement à certains pays qui sont souvent cités comme des modèles de démocratie. Je voudrais également me réjouir du fait que les journalistes quand on juge par le ton emprunté on en conclut que la presse est libre en République

de Guinée. Il est vrai que les journalistes dans l'exercice de leur profession sont parfois victimes de violence, ce que la HAC regrette et condamne... Je voudrais donc saisir cette occasion du 3 Mai pour interpeller les autorités afin qu'elles veillent sur l'exercice de la liberté de la presse. Je voudrais saluer déjà les efforts du président de la

transition, le colonel Mamadi Doumbouya... », a indiqué le président de la HAC. Aux patrons des médias et aux associations de presse, il dira ceci: « Je voudrais, pour m'adresser aux patrons de presse, les exhorter à améliorer les conditions de travail et de vie des journalistes. La Guinée a une mauvaise réputation en termes

de rémunération des journalistes, il y en a qui ne sont même pas payés. Et cet état de fait doit cesser. À l'endroit des associations de presse, je voudrais leur demander de faire l'autorégulation pour éviter à la HAC d'intervenir. Il est vrai que la HAC est faite pour promouvoir la liberté de la presse, ce que nous faisons

au quotidien mais en même temps elle a un pouvoir de sanction, donc souffrez qu'elle sanctionne quand des manquements ont été observés et quand ces manquements justifient une sanction »

Mamadou Saïdou

PRESSE GUINÉENNE LIBRE

La contribution de l'ancien ministre de la Communication, Aboubacar Sylla

La Journée mondiale de la liberté de la presse a été célébrée le 3 mai dernier. A cette occasion, l'ancien ministre de la Communication, Aboubacar Sylla, est revenu sur ce qui aura été sa contribution à l'avènement de la presse guinéenne libre.

« Ce mercredi, 03 mai courant, à l'instar des autres pays, la Guinée célèbre la journée internationale de la liberté de la presse avec son corollaire, la liberté d'expression.

Substrat des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ici et ailleurs, la liberté de la presse demeure toujours l'âme de la démocratie et la gardienne des libertés et de la bonne gouvernance.

Cette année, le recul de notre pays, d'un rang dans le classement mondial de Reporters Sans Frontières (RSF), nous interpelle tout tant que nous sommes, mais les pouvoirs publics surtout, à plus d'actions et de responsabilités en faveur de la promotion et de la consolidation de ce pilier du gouvernement du peuple.

Je voudrais profiter de l'occasion des célébrations de cette journée, pour revisiter tant soit peu, le passé et quelques souvenirs de faits et gestes auxquels j'ai été associé et qui ont permis ou favorisé l'avènement de la presse guinéenne libre.

Ainsi, au commencement, il eut d'abord, les journées nationales de concertation sur la presse en 1991. Organisée par le Ministère de l'Information où, à l'époque des faits, j'étais Secrétaire général. Elles connurent la participation de personnalités comme feu Siradiou DIALLO, alors journaliste à Jeune Afrique ou encore feu Ba Mamadou, le leader



politique qui se félicitèrent tous de la démarche. Celles-ci conclurent à l'avènement de la presse écrite, l'ainée de la presse et la préceptrice de notre démocratie.

Ensuite, interviendra la libéralisation des ondes qui permit l'implantation des médias audiovisuels en 2005. Alors, à l'époque, sujet tabou et suffisamment polémique pour les pouvoirs publics, ministre de l'information, j'ai fait face au gouvernement à l'opposition de plus d'un, avant de signer l'agrément des premières radios privées guinéennes qui permit l'installation de Nostalgie Guinée, Liberté FM, Soleil FM, ainsi que les conventions d'établissement et leur émission en bande FM des radios Internationales RFI et BBC. Quel honneur et quelle fierté d'être celui qui a rendu effective la libéralisation des ondes en République

Guinée ! C'est ce processus qui libéra puis promut l'expression libre de tous les courants d'opinion, notamment politiques dans notre pays.

Dans le même sillage, se réalisa l'épineux problème de déménagement de la RTG, de Boulbinet pour Koloma. Alors, l'opération qui dura trois mois seulement sans un copeck de l'Etat, fut totalement une réussite saluée par tous. Auparavant, l'affaire avait constitué un véritable casse-tête pour les dirigeants, pendant plus de trois ans et avait amené certains à conclure à l'impossibilité de la réussite du processus.

Plus tard en 2010, de retour aux affaires dans le même département, nous avons permis l'émission du média 24h/24, la montée sur le bouquet canal et la couverture de la totalité du territoire (radio et télévision). Les travailleurs dont la plupart étaient restés longtemps des stagiaires avant d'être engagés comme fonctionnaires à notre temps se sont tous félicités de ces résultats.

C'est à ces progrès que nous devons, le succès reconnu par tous y compris de l'ensemble des candidats en lice au nombre inédit de 24, de la couverture médiatique de l'organisation des

premières élections présidentielles libres, démocratiques et inclusives de 2010 qui aboutirent au retour du pays à l'ordre constitutionnel normal et un nouveau départ dans la vie démocratique nationale.

Quant à la réforme et la modernisation du journal Horoya, elles interviendront dans le courant du même exercice gouvernemental. Le journal qui conserve toujours la maquette que nous avons conçue, à l'époque des faits, ne faisait plus d'inventu et s'imposa comme premier journal du pays.

Dans le cadre des initiatives privées, le groupe de presse L'indépendant/le démocrate que nous avons créé pour asseoir les fondements opérationnels de la presse écrite fut aux origines de la promotion de la démocratie, du multipartisme et de la liberté d'expression. Véritable école de journalisme à l'époque, le journal enregistra le passage de personnalités comme feu Williams Sassine, Saidou Nour Bokoum, Tibou Kamara, Jean-Raymond Soumah, Aladji Cellou Camara, Sekouba Savané, Moussa Cissé et bien d'autres qui font aujourd'hui, la fierté de la presse guinéenne sur l'échiquier national.

La radio Planète FM, que nous avons initiée dans le segment de l'audiovisuel, pour sa part, aura contribué de manière significative à la jouissance, par les citoyens, du droit à la libre expression de leurs opinions notamment politiques, concernant la marche de notre pays vers la démocratie et le progrès.

Alors aujourd'hui, quand je regarde le chemin parcouru et les nombreux progrès obtenus, malgré quelques ratés inhérents à toute entreprise humaine, je pense que nous avons tous, les précurseurs connus et anonymes et autres acteurs importants, le droit

d'être fiers de l'œuvre immense accomplie.

Pour ma part, l'occasion de ces célébrations, en plus de l'accent mis sur le présent ainsi que le débat sur les conditions de vie et d'exercice de la profession par les acteurs, devront aussi et surtout constituer des opportunités pour évoquer le passé et les héros vivants ou non de la presse libre, afin que la fracture mémorielle déjà présente ne s'accroisse davantage pour éviter que leurs noms et leurs œuvres ne tombent totalement dans les abysses de l'oubli.

Cependant, aujourd'hui, malgré les nombreux progrès accomplis, comme hier, nous savons tous qu'il y a encore du travail à abattre. Dans notre pays, les médias traversent une grande crise économique qui menace l'exercice de la profession, la responsabilité sociale du journaliste n'est pas encore totalement de mise, la censure et l'autocensure sont toujours une malheureuse réalité, beaucoup trop d'articles sont encore tendancieux et diffamatoires. Mais ce combat engage la responsabilité de la génération actuelle et à venir de journalistes.

De l'autre côté, à l'ère du numérique, l'autre défi majeur de la presse guinéenne est le développement spectaculaire des réseaux sociaux dans notre pays qui menace le journalisme. Il faudra prendre en compte cette nouvelle donne et s'adapter ainsi qu'aux exigences d'un monde qui bouge constamment afin d'assurer dans l'intérêt de la sauvegarde des libertés, la démocratie et la bonne gouvernance, la vie et la survie de la presse guinéenne libre et indépendante », a écrit Aboubacar SYLLA, ancien ministre de la Communication.

Mamadou Saïdou

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

FÊTE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Le mouvement syndical présente son cahier des charges au gouvernement

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale du Travail, le lundi 1^{er} Mai 2023, le camarade Abdoulaye Sow de l'USTG a présenté au Gouvernement et au Patronat le cahier des charges du Mouvement syndical qui s'articule autour des points suivants :

1. Compte tenu des économies déjà réalisées suite à l'assainissement du Fichier de Gestion Administrative (FGA), la révision de la Valeur Monétaire du Point d'indice salarial à hauteur de 100% pour toutes les catégories de Fonctionnaires, des Contractuels permanents et des pensionnés ;

2. L'engagement de tous les Enseignants Contractuels et les Agents de Santé à la Fonction Publique en vue de résorber définitivement le déficit criard de personnel dans le secteur Éducatif et de la Santé;

3. La majoration des indemnités de transport et de logement à hauteur de 500.000 GNF chacune ;

4. L'application intégrale du nouveau Point d'indice (977) à tous les pensionnés de la Fonction publique ;

5. La valorisation de la pension de retraite des anciens travailleurs régis par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (C.N.S.S) à hauteur de 80 % du dernier salaire;

6. Le rallongement de la



prime de départ à la retraite de deux à douze mois ;

7. Le paiement mensuel et à temps des pensions de retraite;

8. La facilitation de l'obtention des documents administratifs biométriques (Extrait de naissance, Carte d'identité, Passeport) ;

9. La révision à la baisse du coût de la Carte grise des engins roulants de toute catégorie et du Permis de conduire) ;

10. L'opérationnalisation des cotisations à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (soit 18% pour l'Etat, 5% pour les fonctionnaires et 2% pour les retraités de la Fonction

publique) et la mise en place obligatoire du Conseil d'Administration (C.A) afin de permettre à l'institution d'assumer pleinement sa mission de protection sociale ;

11. L'ouverture de négociations internes dans les secteurs privé et mixte en vue de permettre la valorisation du Salaire ;

12. Le respect des Droits des travailleurs dans les Établissements Publics à Caractère Administratif (E.P.A);

13. L'établissement de Conventions Collectives de Branche dans toutes les entreprises qui n'en disposent pas et la révision de celles qui sont

obsolètes;

14. L'arrêt des mesures disproportionnées relatives à l'application des contraventions à l'encontre des conducteurs....

15. La formalisation de l'activité de « Taxi-moto » pour:

- solutionner le chômage endémique des jeunes diplômés sans emploi ;

- faciliter la mobilité à Kaloum et réduire les tensions entre les agents de Police et les conducteurs

16. Le jumelage de la visite technique des véhicules à leur réparation avant livraison;

17. L'arrêt des tracasseries

routières sur les axes urbains et interurbains

18. Le renforcement des mesures de sécurité des citoyens et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national;

19. Le rétablissement du Conseil Économique Social, Culturel et environnemental (C.E.S.C.E) à l'instar des trois autres pays en Transition (Mali ; Burkina Faso, Tchad) et la régularisation de la situation administrative de tous les travailleurs des Institutions Républicaines et étatiques

20. La poursuite des concertations de façon inclusive entre tous les Acteurs de la vie politique, économique et sociale en vue de préserver la justice et la paix dans notre pays ;

21. La ratification par la République de Guinée de la Convention C.190 de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T) sur la violence et le harcèlement dans le Monde du Travail.

Mamadou Saïdou

SUSPENSION DU DG DE LA RTG

Les travailleurs vent debout contre la décision de la ministre de l'Information et de la Communication

Suite aux couacs techniques constatés lors de son passage sur le plateau de la télévision nationale, le 3 Mai, la ministre de l'Information et de la Communication, Aminata Kaba a suspendu Fana Soumah, DG de la RTG, pour faute lourde. Le jeudi 4 mai, les travailleurs de ce média de service public ont manifesté pour faire part de leur mécontentement par rapport à cette décision.

« Mamadi Doumbouya est venu au pouvoir, il a dit que la justice est la boussole en tout cas de ce pays. Tout est parti du plateau, la dame-là est venue s'imposer sur les gens. Sans associer les techniciens de la maison, elle a changé le logo sans associer les techniciens

ni la direction, elle a changé le plateau sans associer même les présentateurs ou les techniciens de la maison, elle est venue installer les matériels ou les mathos sans associer les techniciens. Difficilement on a eu le lancement de ce plateau. Elle a débloqué des milliards pour installer ce plateau et elle annule carrément la présence des caméras à la place des caméras robots. Tu as vu ça où techniquement? Il faut s'adapter en attendant petit à petit jusqu'à ce qu'il y ait la vraie qualité, on retire maintenant les cameramen pour mettre les caméras robots. Mais la qualité quand tu vois la télé des Ivoiriens, des Sénégalais ou de la sous-

région ce n'est pas la même chose. Hier soir, elle envoie des techniciens avant 17 heures changer soi-disant sa qualité parce que ça c'est la qualité à elle. Ils sont venus manigancer les choses ici, ils disent qu'ils veulent formater un serveur. Ils ont réinitialisé l'équipement, laissé comme ça. À 17 heures l'heure du journal arrive, les techniciens sont venus et ils ne savent pas quoi faire, ça n'a pas été fait en leur présence. Ils se sont débrouillés pour que le journal de 17 heures passe qui a été rediffusé à 19 heures, jusqu'à 20 heures il y avait des problèmes techniques. Elle était annoncée depuis avant-hier qu'elle allait passer à l'antenne pour sa déclaration

et autres. Hier, à notre grande surprise, elle vient à 20 heures net pendant que le journal c'est à 20 heures 30, pendant qu'on avait techniquement un problème, tout le monde était là. Elle ne sait pas comment nous, on se débrouille ici pour qu'il y ait le journal. C'est la première personne du gouvernement qui sabote les actes posés par Mamadi Doumbouya. Le problème technique qu'elle a provoqué,

elle vient sanctionner le directeur et le directeur technique est là, les techniciens sont là. Pourquoi ? Fana Soumah a fait quoi ou la direction a fait quoi par rapport à ça, la direction n'est pas les techniciens. Nous réclamons le retour de ceux-là qu'elle a sanctionnés, ça c'est un. De deux, on demande son départ », a confié un travailleur de la RTG.

Mamadou Saïdou

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

JUSTICE

Amadou Damaro Camara reçoit la visite du ministre Charles Wright dans son lit d'hôpital



Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Alphonse Charles Wright, a rendu visite le vendredi 05 mai 2023 à la famille du jeune Ibrahima Sory Soumah, mort par défenestration au 5ème étage d'un immeuble à Kaloum, puis à l'ex-président de l'assemblée nationale, Amadou Damaro Camara, alité depuis plusieurs mois à l'hôpital de l'amitié sino-guinéenne.

Lors de sa visite, le ministre de la Justice était accompagné des cadres de son département. Il a présenté les condoléances à la famille Soumah en son nom et au nom du gouvernement, tout en les rassurant que justice sera rendue et les auteurs de ce crime répondront de leur acte. L'ancien procureur général près la Cour d'Appel de Conakry s'est rendu par la suite au chevet

de l'honorable Amadou Damaro Camara, le dernier président de l'assemblée nationale sous Alpha Condé, poursuivi pour des faits présumés de détournement de deniers publics. « Monsieur Amadou Damaro va très bien, je le confirme devant vous. Il va très bien, il est là, nous avons parlé et comme je lui ai promis puisqu'il dit que quand il ne me voit pas il perd espoir, je viendrai tous les jours maintenant le voir pour que lui et moi nous puissions nous voir, pour que je lui dise qu'il doit toujours croire que cette justice-là n'est plus la justice d'Alpha Condé, c'est clair. Je sais qu'on tirera à boulets à rouge mais elle n'est plus comme la justice d'Alpha Condé, c'est une justice de refondation », a déclaré le ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

Mamadou Saïdou

«Le Diable vous fait craindre l'indigence et vous commande des actions honteuses; tandis qu'Allah vous promet pardon et faveur venant de Lui. [...]»

PROCÈS DU 28 SEPTEMBRE 2009

Trois parties civiles à la barre

Le procès des événements du 28 septembre 2009 a repris le mardi 02 mai au Tribunal Criminel de Dixinn, délocalisé à la Cour d'Appel de Conakry. À la barre, trois des quatre parties civiles programmées ont comparu devant le tribunal. Parmi elles, fait partie Oumar Dioubaté, parent d'une victime. Dans sa déposition, ce médecin de profession détient une photo de sa mère, qui aurait perdu la vie dans ces événements.

Oumar Dioubaté est devant le tribunal ad-hoc de Dixinn pour demander justice pour sa mère qui serait morte au stade du 28 septembre, le jour de la manifestation appelée à l'époque par les Forces Vives. Fanta Condé, l'une des victimes de ces événements douloureux, habitait à Wanindara, dans la commune de Ratoma. La victime serait partie au stade en compagnie d'une de ses camarades contre la volonté de son enfant.

« J'ai dit à ma maman de ne pas partir au stade mais elle ne m'a pas écouté. Quand j'ai insisté, elle m'a juré que si elle ne va pas, elle sera la bâtarde de la famille Condé. Après cette discussion, je l'ai accompagnée au bord de la route pour s'embarquer avec sa copine, elle m'a donné son sac dans lequel se trouvait son téléphone », a-t-il affirmé.

Fanta Condé était membre du bureau politique du RPG. Sa présence au stade était de répondre à l'appel des Forces Vives dont son parti était membre. Sans aucune nouvelle de sa mère durant toute la journée, Oumar Dioubaté n'a pas pu aller à recherche de celle-ci ce jour à cause de la situation qui avait dégénéré suite à ces événements. « Je me suis rendu à l'hôpital Donka pour voir si je pouvais retrouver ma mère. Quand je suis arrivé, j'ai vu que l'hôpital était surveillé par des policiers et gendarmes. Et puisque j'avais ma blouse, on n'a cherché à garer la voiture puis je l'ai portée. C'est en ce moment, j'ai pu rentrer à l'hôpital. Je me suis dirigé vers la morgue où se trouvaient les corps. Certains d'ailleurs étaient en état de putréfaction mais je les dévisageais pour voir si je pouvais au moins voir celui de ma mère. Entre-temps, l'un des gendarmes qui surveillaient les lieux m'a sommé d'arrêter, je lui ai dit non. Il m'a dit que même si je suis médecin, je ne suis pas autorisé à toucher ces corps. Et qu'un communiqué allait passer ce soir ou le lendemain pour annoncer la restitution des corps. Ainsi le jour des restitutions des corps à la mosquée Fayçal, c'est que mon frère a retrouvé le nôtre », a déploré ce parent de victime.



Selon Oumar Dioubaté, sa défunte mère est morte avec ses bras cassés suite à la torture, violence et coups et blessures qu'elle aurait subis de ses bourreaux.

Après le passage à la barre d'Oumar Dioubaté, une autre victime a suivi. Il s'agit d'Alpha Boubacar Diallo, né le 30 avril 1985 à Conakry et chauffeur de profession. Cette autre présumée victime a déclaré avoir quitté son domicile à 7h pour rejoindre l'autoroute le Prince où il a été excité par la marée humaine qui partait vers le stade du 28 septembre en 2009. Il dit être arrivé là-bas aux environs de 8h. « Arrivé à Dixinn Terrasse, de l'autre côté vers l'université Gamal, les leaders étaient bloqués par deux pick-up de la gendarmerie. Les manifestants devenaient nombreux, on s'est approché des gendarmes espérant joindre les leaders. Entre-temps, j'ai vu des jets de pierres, les gendarmes ne pouvaient pas résister, ils ont contourné vers la route du côté droit. Ainsi, il y a un blindé qui est apparu au niveau des portails du stade, il y avait un groupe d'hommes. En les voyant, on sent que ce ne sont pas des simples civils. Ils disaient aux gens, " victoire, venez, entrez", ils faisaient tomber les cailloux et les bâtons et personne n'est rentré avec un caillou ni un bâton et je croyais que ces gens-là étaient des organisateurs de la manifestation. Boubacar Diallo a voulu se sauver en escalant

le mur du stade du 28 septembre. Malheureusement, il est tombé dans les mains des agents qui entouraient les lieux. Ceux-ci l'ont gardé après la débandade pour participer au ramassage des corps des victimes tombées dans le stade.

« J'étais parmi les personnes qui ont ramassé les corps au stade. Le 1er corps qu'on a pris était au centre du stade avec une balle en pleine poitrine. Au bout de quelques instants, la Croix-Rouge est venue accompagnée de la gendarmerie. Je me souviens du corps de la maman d'Oumar Dioubaté qui vient de témoigner. Effectivement, la main de sa maman était fracturée. Ça avait même commencé à s'enfler. Il y avait 40 corps dont huit par balles, a-t-il ajouté. « Quand la Croix-Rouge est arrivée, les militaires se sont tranquilisés comme si rien n'était et comme ça, je me suis approché de la Croix-Rouge, on nous a mis dans le pick-up pour nous envoyer à l'hôpital national Ignace Deen où j'ai reçu les premiers soins.

De là, je suis rentré à la maison en passant par le domicile du médecin qui m'a donné les soins à Ignace Deen », indique Alpha Boubacar Diallo.

Après son interrogatoire, la partie civile qui devrait suivre, est sortie de la salle d'audience sans donner de nouvelle d'elle.

Samuel Demba. D

JOURNÉE D'ASSAINISSEMENT

Aïcha Nanette Conté lance les opérations dans la commune de Ratoma

La journée de l'assainissement initiée par le gouvernement le premier samedi de chaque mois s'est tenue le 06 mai 2023 à Conakry. Dans la commune de Ratoma, c'est la ministre de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables qui a lancé les opérations. Aïcha Nanette Conté a réitéré le message du Président de la transition et invité chaque citoyen à rendre son environnement propre.



C'est le rond-point d'Hamdallaye qui a servi de cadre au lancement de cette opération dans la commune de Ratoma. Des femmes et jeunes munis de balais, pelles et de brouettes ont dégagé les points noirs de leur quartier. Séduit par cet acte posé par ses citoyens, le chef de quartier d'Hamdallaye mosquée a formulé une demande au gouvernement : « Depuis qu'on a déclenché le premier samedi de chaque mois, ici est toujours dans les activités. Les jeunes sont là motivés, si vous voyez que cette année il n'y a pas eu d'inondations, c'est grâce à la jeunesse du secteur rail. Le grand fossé qui est là-bas, ils ont curé maintenant il pleut, l'eau passe. J'aimerais que l'autorité m'aide à les embaucher », a souhaité Mohamed Soumah, chef de quartier d'Hamdallaye mosquée.

Après le curage des caniveaux, les déchets plastiques sont transportés à destination, affirme le chef service communal d'assainissement et de la gestion des déchets de Ratoma. Alpha Mamadou Diallo. « On a mobilisé cinq camions à travers l'ANASP et deux machines qui sont en train de faire le dégagement des points noirs au niveau de Kaporo. Dans les autres quartiers aussi on a déployé des matériels pour accompagner la commune. », a-t-il signalé.

Le maire de la commune de

Ratoma déplore le manque de participation de certains citoyens à ces journées d'assainissement. Il annonce des sanctions contre ceux qui sabotent l'initiative : « Nous avons passé beaucoup de mois à la sensibilisation. Cette fois-ci nous allons associer sensibilisation et contrainte, c'est pour cela d'ailleurs que nous avons mis en activité la brigade d'hygiène et de salubrité qui est là pour traquer tous ceux qui se hasardent à déverser les ordures dans les caniveaux. », a promis Alpha

Oumar Sacko. Pour la ministre de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables, participer à ces opérations n'est pas une contrainte. Mais chacun devrait se l'imposer pour garder son environnement propre. « Nous participons à une action de notre ville, notre capitale pour améliorer les conditions de vie des citoyens pour que Conakry ait une autre image que nous connaissons. Nous essayons de participer, et là c'est une action citoyenne que chacun prenne un balai, une pelle, un râtelier pour pouvoir nettoyer, ne serait-ce que la devanture de sa maison, de son lieu de travail et nous pourrions avoir une capitale digne de nom, une capitale propre comme le veut chacun de nous parce que ce n'est pas seulement le Président de la transition qui veut que sa capitale soit propre. Il y va dans l'intérêt de chaque Guinéen, et nous le pourrions », a lancé Aïcha Nanette Conté.

Samuel Demba. D

HADJ 2023

Le secrétaire général aux Affaires religieuses fait le point au CNT

Face aux conseillers nationaux le mercredi, 03 mai 2023, le Secrétaire général aux Affaires religieuses, Elhadj Karamo Diawara, a donné des détails sur les préparatifs du Hadj 2023.

« Je commencerai d'abord à dire merci au Président de la transition, puisque de 60 millions, nous sommes passés à 54, donc une baisse de 3 millions. Je tiens donc à vous dire qu'actuellement, parmi nos pays limitrophes, il n'y a pas plus de 2 pays de l'Afrique de l'ouest ici, qui paient moins cher que la Guinée. Je pense que c'est l'effort du Gouvernement qui a pris en charge certaines dépenses. Alors le fait que ces prix varient, cela dépend de la conjoncture économique des pays, qui ne dépend ni de la Guinée, encore moins des Affaires religieuses. Je vous donne juste un exemple. Avant l'année surpassée, l'Éthiopien Airlines a pris chaque Guinéen à 1600 dollars, l'année dernière à plus de 2000 dollars et cette année aussi à plus de 2000

dollars. Et toutes les compagnies, aucune n'était en dessous de ce montant.

Deuxièmement, il y a aussi des questions de tâches exigées par les pays d'accueil. Chaque année, c'est progressif. C'est pour donc dire que le secrétariat n'a rien à avoir dedans. Tout est exigé par les prestataires, prix de logements, de transport, de restauration (...). Vous pouvez comparer certains pays à la Guinée, mais je vous dis que la majeure partie sont à plus de 60 millions. Vous pouvez faire vos propres recherches pour en savoir davantage. Bref, nous faisons ces efforts pour gérer nos compatriotes... », a précisé le Secrétaire général aux Affaires religieuses, Elhadj Karamo Diawara.

Mamadou Saïdou

WANINDARA

L'armée accusée dans la mort d'un jeune

Un jeune d'une vingtaine d'années a été mortellement percuté par un pick-up des Forces de défense et de sécurité dans la nuit du dimanche 30 avril au lundi 1^{er} mai, à Conakry. L'acte s'est passé à Wanindara, carrefour marché dans la commune de Ratoma. El hadj Mamoudou Barry, c'est le nom de la victime. Sa famille accuse des éléments du Bataillon Autonome des Troupes Aéroportées (BATA) qui sillonnaient dans les parages, d'avoir commis cet acte délibérément.

La famille du jeune Mamoudou Barry était inconsolable le lundi 1^{er} mai 2023 après avoir appris le décès de leur enfant. Le défunt et son jeune-frère étaient sortis tard la nuit se promener après le dîner. Rencontrée

dans la famille mortuaire, la mère de la victime raconte : « Hier nuit, nous avons mangé ensemble. Après il s'est levé pour sortir derrière la cour, je m'apprêtais à aller au lit quand j'ai remarqué que lui et son jeune-frère n'étaient pas à la maison. Je suis sortie les chercher. Quand je l'ai vu j'ai essayé de le raisonner pour qu'il rentre mais il a refusé. Je suis retournée sans lui. C'est là que le pick-up est venu et tout le monde s'est mis à courir mais lui, il était déjà touché. Les gens disent qu'il a été renversé puisque moi je n'étais pas sur place. C'est son frère qui m'a affirmé que son frère a été touché mais les gens ne m'ont pas laissé le voir car il y avait beaucoup de militaires », a accusé Rouguiatou Barry. Cet autre drame dont les

habitants de Ratoma ont été victimes sous le CNRD, soulève assez d'interrogations dans l'opinion. Quoique Wanindara soit réputé comme une zone de tension, des témoins de la scène affirment qu'aucune scène de violence n'était dans leur zone. Ils pointent du doigt des éléments du BATA dans la mort de Mamoudou.

« Il n'y avait pas de manifestation. Ce sont les militaires qui sont venus semer la panique car il y avait du mouvement à cause du mouvement de Bambéto. Ils ont cru que les gens allaient aussi sortir par là. Ils sont venus dans le pick-up en tirant à balles réelles puis ils ont percuté le jeune. L'un des militaires a donné l'ordre de tirer sur lui. C'est ce qui a

causé le désordre jusqu'à 5 heures du matin », a fustigé ce témoin sous l'anonymat.

Mamoudou Barry souffrait d'un problème mental depuis sa naissance, affirme sa mère. Sous le choc, Rouguiatou Barry formule une demande aux autorités : « Il avait 22 ans mais il n'était pas en bonne santé depuis sa naissance. Tout ce que je demande aux autorités, c'est de bien vouloir prendre des dispositions et d'arrêter de tuer les enfants d'autrui ».

Le corps de la victime a été transporté à la morgue de l'hôpital Ignace Deen par des éléments de forces de l'ordre non identifiées, a laissé entendre la famille.

Samuel Demba. D

FÊTE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

La déclaration du ministre du Travail et de la Fonction publique

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale du Travail, le 1^{er} Mai, le ministre du Travail et de la Fonction publique, Julien Yombouno, a fait une déclaration dont nous vous proposons ici l'intégralité.

Travailleuses et travailleurs, Madame et Messieurs,

Le 1^{er} mai de chaque année, l'humanité célèbre la journée internationale du travail. Je voudrais saisir cette opportunité, au nom de son Excellence, Monsieur le Président de la Transition, Président du CNRD, Chef de l'Etat, Chef suprême des armées, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA, pour rendre, à toutes les travailleuses et tous les travailleurs de toutes les branches d'activités, un vibrant hommage pour l'engagement et la contribution au développement économique et social de notre pays la Guinée.

Aux employeurs, je souhaite aussi une excellente fête du Travail tout en leur renouvelant le soutien et l'engagement du gouvernement à œuvrer pour l'épanouissement du secteur privé guinéen.

La commémoration de la fête du Travail, ce 1^{er} mai 2023 se déroule 48 heures après un autre événement de grande portée mondiale. Il s'agit de la journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, ainsi que la journée africaine de prévention des risques professionnels, dont le thème porte cette année sur « un milieu de travail sûr et salubre, un droit fondamental »

Madame et Messieurs,

Depuis l'avènement du CNRD, un accent particulier est mis sur les valeurs qui nous rassemblent, à savoir la paix et ses vecteurs clés, c'est-à-dire la justice, la solidarité dans le travail, devise et gage du développement de notre pays.

C'est pourquoi, le Gouvernement met au cœur de ses priorités, la relance économique, la promotion de l'emploi et de la protection des droits des travailleurs.

Chers partenaires

Madame et Messieurs,

C'est dire que l'action du Ministère du Travail et de la Fonction Publique s'inscrit dans la logique des politiques et des réformes qui visent à garantir les droits et les acquis sociaux, à entretenir un

environnement économique et social apaisé, qui repose sur une culture de dialogue permanent.

A cet effet, les efforts consentis par le Gouvernement ont permis de réaliser des progrès notables visant à améliorer les conditions de vie des travailleurs grâce notamment aux réformes dans les domaines du travail, de la santé et sécurité au travail et de la protection sociale.

Madame et Messieurs,

Si la commémoration de la journée historique dédiée aux travailleurs reste un instant symbolique, elle demeure cependant pour le Gouvernement et les partenaires sociaux, l'occasion de jeter un regard rétrospectif sur l'état des relations professionnelles, en vue de définir des perspectives du futur.

Dans cet ordre d'idées, plusieurs actions et réformes structurelles ont été entreprises par le Gouvernement depuis septembre 2021. Il s'agit notamment de la mise en place du Conseil national du dialogue social (CNDS); de l'élaboration du Profil national, de la Politique Nationale et du Programme National de Sécurité et Santé au Travail ; de l'indemnisation des centaines de retraités de RUSAL- FRIGUIA et des veuves dont les maris sont décédés en activité ; du lancement du recensement biométrique des agents de l'état pour la mise en place d'un Fichier Unique de Gestion Administrative et du Solde (FUGAS); de la formation de 60 Jeunes cadres en Administration et gestion publique ; de la révision du Code du travail, du Code de la Sécurité sociale et du Code de protection sociale, etc.

Madame et Messieurs

Face à l'ampleur des défis à relever, le dialogue social avec les partenaires pour un climat social apaisé est une des conditions favorisant le succès du processus de reconstruction de notre pays.

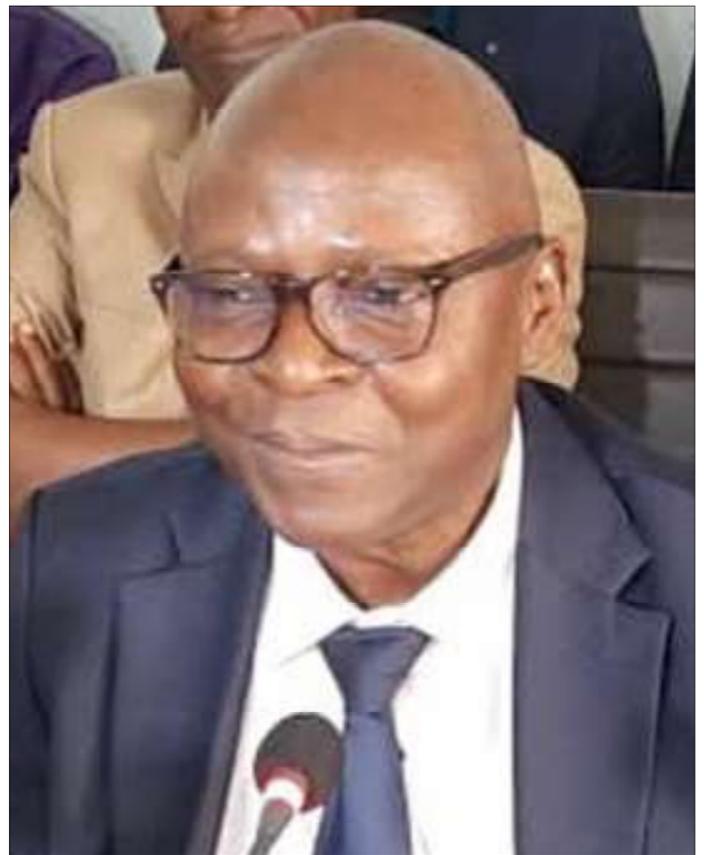
C'est pourquoi, le Gouvernement a intensifié sa

volonté de dialoguer avec les partenaires sociaux, afin de les impliquer pleinement dans les différentes réformes qui impactent le monde du travail.

Travailleuses et travailleurs de Guinée,

Les réformes voulues par le Gouvernement vont se poursuivre dans un cadre de dialogue où tous les partenaires sociaux joueront pleinement leurs rôles. Il s'agira entre autres:

- de la mise à jour des Conventions Collectives conclues pour la plupart il y a plus de 10 ans dont la révision est devenue impérative pour les adapter au nouvel environnement économique national et international ;
- de l'organisation de nouvelles élections sociales dont les dernières dates de 2016 ;
- de la révision de la Loi 0025 portant Organisation générale



de l'Administration- des Lois 0027 et 0029 portant Statut général des agents publics de l'Etat.

Madame et Messieurs,

Comme chaque année, vous avez bien voulu faire connaître au Gouvernement certaines de vos préoccupations à travers une plateforme de revendication. Ces préoccupations légitimes concernent principalement une meilleure redistribution des fruits de la croissance et l'amélioration des conditions

de travail, notamment dans le secteur public.

Le Gouvernement porte une attention particulière à ces préoccupations. A propos, j'invite toutes les parties prenantes à une synergie d'action pour l'aboutissement heureux et consensuel de cette demande légitime.

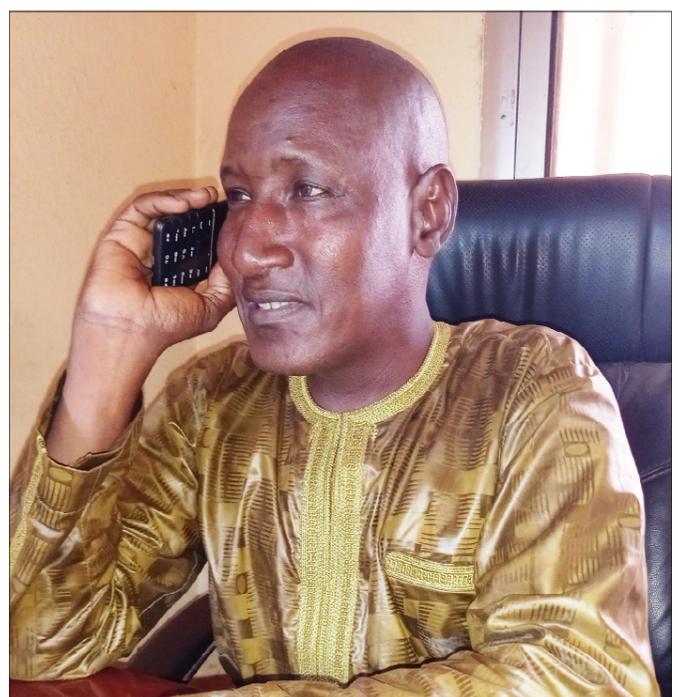
Je souhaite à toutes et à tous une très bonne et heureuse fête de travail.

Je vous remercie.

COMMUNIQUE

Dr Moro Achiou SIDIBE, ophtalmologiste tradi-praticien spécialiste de traitement de maux d'yeux.

Fini votre problème d'affection oculaire, informe toute la population guinéenne qu'il est à leur disposition pour toutes les maladies à savoir : vision floue, cataracte, tension oculaire, presbytie, le larmolement, taie, inflammation, hypermétropie, onchocercose, conjonctivite, démangeaison, trachome, faiblesse sexuelle, hémorroïde interne et externe, stérilité, marra, règle douloureuse et toute autre infection d'homme et femme.



La cataracte se soigne en moins de cinq minutes.

Sa clinique se situe au carrefour ex hôtel Ghessia, cité de l'air près de la station STAR non

loin de l'arrêt bus, ouvrable tous les jours de 8h à 19h.

Contacts :

628-21-46-14

664-24-54-37



MANO RIVER UNION UNION DU FLEUVE MANO



AFRICAN DEVELOPMENT
BANK GROUP

Bureau de la Secrétaire Générale

AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET (RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL) (Les candidatures féminines sont fortement encouragées)

Poste ouvert aux Ressortissants des pays de l'Union du Fleuve Mano
(Sierra Leone, Liberia, Guinée, Côte d'Ivoire)

Projet de création d'écosystèmes d'affaires inclusifs pour la stabilisation
et la transformation dans l'Union du Fleuve Mano (BI-BEST) - Assistance
technique et développement des capacités

Secteurs : GENRE
Référence convention de financement : 59001550168
No ID Projet: P-Z1-IDO-009
No REF: EOI - AfDB/MRU/BI-BEST-0027
DATE DE PUBLICATION : Lundi, 8 Mai 2023

Le Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano a reçu une subvention du Fonds Africain de Développement pour mettre en œuvre le Projet de Construction d'Ecosystèmes Commerciaux Inclusifs pour la Stabilisation et la Transformation (BI-BEST) dans la région de l'Union du Fleuve Mano (UFM). Le Secrétariat sert également d'Agence d'Exécution pour la Composante Régionale de la Phase 3 du Programme de Développement Routier et de Facilitation des Transports de l'Union du Fleuve Mano. Le Secrétariat de l'UFM a l'intention d'appliquer une partie du montant convenu pour cette subvention aux versements au titre du contrat de recrutement d'un **Spécialiste de Passation des Marchés pour fournir des conseils sur les passations des marchés et gérer les activités de passations des marchés pour les deux projets.**

Les services à fournir dans le cadre de la mission comprennent les éléments suivants :

- * Mettre en place un système de gestion de la passation des marchés des projets sur la base des directives et des procédures de passation des marchés dans le cadre des projets financés par la Banque Africaine de Développement (BAD) conformément aux dispositions des accords respectifs, pour la passation des marchés de biens, de travaux et de services autres que de conseil et prestations de conseil ;

- * Établir un système de suivi de passation des marchés pour les projets afin de surveiller la mise en œuvre des activités de passation des marchés afin de fournir des mises à jour régulières et crédibles ;

- * S'assurer de l'utilisation des documents de passation des marchés standard de la BAD, préparer les documents d'appel d'offres et les demandes de propositions (DP), les demandes de devis, les lettres d'invitation, les clarifications/amendements aux documents de passation des marchés requis pour les projets ;

- * Diriger et faciliter divers processus de passation des marchés, y compris l'évaluation des offres, la préparation des procès-verbaux des comités d'évaluation et des réunions de négociation, les rapports d'évaluation, les décisions d'attribution des contrats, etc. ;

- * En consultation avec les organismes bénéficiaires du projet, préparer et mettre à jour les plans et budgets annuels de passation des marchés des projets conformément aux spécifications et aux exigences de la BAD ;

- * Établir un registre des fournisseurs et consultants qualifiés et mettre à jour périodiquement ce registre pour faciliter les annonces, les sollicitations et l'établissement de listes restreintes en cas de besoin ;

- * En consultation avec les institutions bénéficiaires, coordonner la préparation des termes de référence (TdR), des spécifications techniques en utilisant la documentation standard, comme recommandé dans les accords respectifs ;

- * Faciliter les processus de passation des marchés, y compris ceux des procédures d'appel d'offres international et national, en veillant au respect du seuil des méthodes de passation des marchés convenues, des exigences d'examen préalable spécifiques aux projets et des montants seuils globaux convenus pour les méthodes de passation des marchés moins compétitives ;

- * Assurer une gestion efficace et efficiente de tous les contrats dans le cadre des deux projets avec des mécanismes administratifs adéquats pour le suivi de l'exécution des contrats ;

- * Préparer des rapports de passation des marchés mensuels, trimestriels, semestriels et annuels ;

- * Participer aux réunions des comités d'appel d'offres en veillant à ce que les décisions de passation des marchés soient conformes aux exigences de la BAD et, le cas échéant, aux lois nationales applicables. De plus, s'assurer que les critères pertinents et la capacité de se conformer aux termes et conditions sont pris en considération lors de l'évaluation des offres ;

- * Lié à la composante régionale de la phase 3 du Programme de Développement Routier et de Facilitation des Transports de l'Union du Fleuve Mano (MRU/RDTFP), assurer la liaison avec le spécialiste de la passation des marchés des agences d'exécution des 3 pays (Sierra Leone Road Authority pour la Sierra Leone, Ministère des Travaux publics (Libéria) et Ministère des Travaux publics (Guinée) pour s'assurer que toutes les passations des marchés requises sont conformes aux accords de financement ;

- * Préparer et maintenir des registres d'actifs pour tous les actifs achetés dans le

cadre des projets financés par la Banque ;

- * Établir et maintenir un système central de classement des passations des marchés (à la fois électroniquement et manuellement), et s'assurer que tous les documents connexes sont inclus dans les dossiers respectifs, afin de faciliter la récupération des informations et la facilité de suivre la piste des passations des marchés par des auditeurs externes indépendants ou des agents ;

- * Répondre aux besoins de formation et de renforcement des capacités du personnel chargé de la passation des marchés des organismes bénéficiaires et d'autres parties prenantes identifiées afin d'assurer la durabilité à long terme des résultats du projet, en vue de renforcer les capacités et les compétences du personnel, de combler les lacunes en matière de compétences et également de soutenir le renforcement institutionnel ;

- * Effectuer toute autre tâche pertinente pouvant être assignée de temps à autre par le coordonnateur de projet.

Le Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano invite désormais les candidats éligibles à manifester leur intérêt pour ce poste et les femmes sont fortement encouragées à postuler. Les candidats intéressés doivent fournir des informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (un curriculum vitae à jour, une lettre de motivation au coordinateur du projet comprenant une liste d'au moins trois références. La formation et l'expérience minimales comme suit:

- * Diplôme minimum de maîtrise en logistique ou expérience de terrain connexe.

- * Un minimum de 7 ans dans les pratiques et procédures de passation des marchés publics et un minimum de 5 ans d'expérience dans le traitement, la gestion des processus de passation des marchés pour des projets financés ou administrés par des donateurs ;

- * L'adhésion à un institut reconnu lié à la passation des marchés tel que Chartered Institute for Procurement & Supply (CIPS) ou Institute for Supply Management (ISM) sera un avantage ;

- * Une connaissance/expérience des procédures de passation des marchés de la Banque Africaine de Développement/d'autres organisations internationales de développement serait un atout supplémentaire ;

- * Démontrez des compétences informatiques, connaissance de la suite Microsoft Office en particulier, Word, Excel et PowerPoint.

Autres Qualités ou Exigences

- * Démontrez une capacité de rédaction de rapports de haut niveau/stratégique est indispensable ;

- * Démontrez une capacité à transmettre des compétences et des connaissances, une formation antérieure ou une expérience d'enseignement est un plus ;

- * Une grande maîtrise de l'utilisation de Microsoft Excel est indispensable ;

- * Très bonnes compétences en gestion du temps et capacité à effectuer plusieurs tâches et à travailler sous la pression du temps ;

- * Démontrez une capacité à communiquer des idées et des analyses avec clarté et tact, tant à l'oral qu'à l'écrit ;

- * Maîtrise de l'anglais, y compris compétences démontrées en rédaction de rapports ;

- * Capacité à travailler efficacement dans un environnement axé sur le travail d'équipe ;

- * Démontrez une capacité à se familiariser rapidement.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection doivent être conformes à la politique de passation des marchés de la Banque africaine de développement datée d'octobre 2015, qui est disponible sur le site web de la Banque Africaine de Développement à l'adresse <http://www.afdb.org>.

Les candidats intéressés peuvent obtenir de plus amples informations à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau (09.00 - 17.00 heures).

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous avant le **26 Mai 2023 à 12h00** et mentionner « **Manifestation d'intérêt pour : Poste de Spécialiste en Passation des Marchés** ».

Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano

32 S Spur Loop, Wilberforce, Freetown

Rep. de la Sierra Leone

Tel : +232 76-503-112

E-mail : job@mru.int

Cc : fnyuma@mru.int

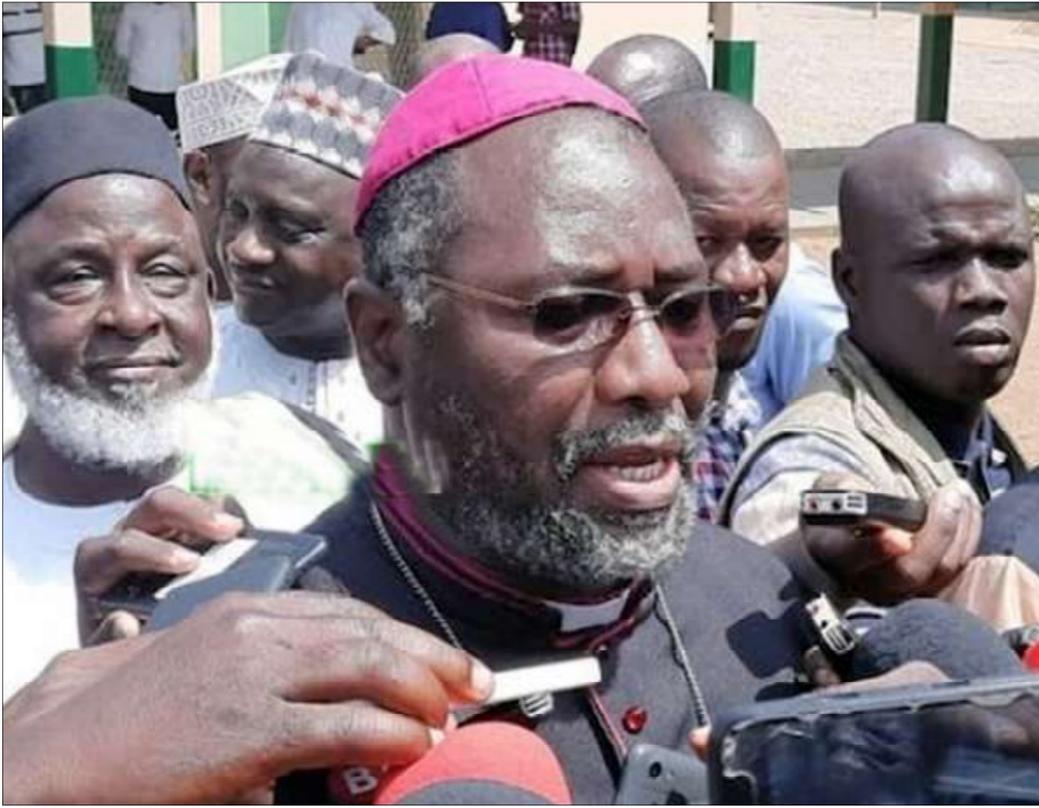
info@mru.int

Site web : www.mru.int

CRISE GUINÉENNE

Pourquoi la médiation des religieux a échoué ?

Le vent d'espoir qu'avait suscité la médiation des religieux vient de s'estomper avec la décision prise par les forces vives de quitter la table de discussions. Ce, après deux mois de négociation infructueuse.



C'est une décision qui était d'ailleurs attendue. Car les deux protagonistes n'ont pas réussi à faire les concessions nécessaires pour trouver un terrain d'entente. L'objectif de ces discussions préliminaires étaient de favoriser l'ouverture d'un véritable dialogue sur la conduite de la transition, en vue de favoriser un retour à

l'ordre constitutionnel apaisé. L'on a assisté hélas à un retour à la case départ. Dès lors que de nouvelles manifestations sont projetées.

En entamant cette médiation, les leaders religieux savaient qu'ils avaient fort à faire. Tellement que les positions étaient tranchées dans les deux camps. Avant

de renouer le contact avec la junte, les forces vives avaient agité son arme fatale : les manifestations. Cette entité s'est finalement ravisée pour donner une chance à la médiation sous la houlette des prélats. Une médiation qui n'a pas produit l'effet escompté. Pourquoi a-t-elle échoué ?

Dans la foulée de l'annonce

de leur départ de la table des discussions, les forces vives se sont empressées à indexer le coupable. Selon elles, cet « échec est imputable » autorités de la transition, accusées de jouer la montre.

« Nos préalables étaient bien connus à l'avance : levée des contrôles judiciaires, libération des leaders du FNDC, retour des exilés politiques, levée de la suspension des manifestations. Depuis environ deux mois, on a fait du surplace, le Gouvernement n'a pas bougé même d'un iota alors que de l'autre côté il continue de dérouter son agenda tranquille. Qu'est-ce qui coûtait au Gouvernement de lever les contrôles judiciaires sur les leaders ne serait-ce que ça ?

S'il avait une once de bonne foi, rien ne l'empêchait. Or, nous avons une pression de la base derrière. Vous comprendrez que dans ce cas, on ne peut pas continuer à cautionner ce jeu de dupes. Nous comprenons bien les religieux, ils ont beaucoup fait, mais un moment donné il faut qu'on se prenne au sérieux »,

confie un acteur des forces vives de Guinée.

Les deux parties ont achoppé autour de ces préalables des semaines durant. Mais au fond, Dr Bernard Goumou qui a juré de faire tout ce qui est de son mieux pour faire bouger les lignes a lui aussi rencontré des obstacles, nuance une autre source. « Lorsqu'il a voulu prendre les choses en main pour donner une certaine célérité au traitement de certains dossiers judiciaires, on a vu la réaction de Charles Wight. C'est un monsieur qui est imprévisible. Pour éviter un scandale, le Premier ministre a mis balle à terre », analyse un acteur de la société civile.

Pour d'autres acteurs la cause de l'échec de cette médiation est à voir ailleurs. « L'objet de la négociation proprement dite tourne autour des questions judiciaires liées aux activités de la CRIEF. En toute logique, ces genres de discussions ne devraient pas être dans un Etat de droit », tranche Bah Oury.

Net Afrique

LA NON COMPARUTION DE DAMARO DEVANT LA CRIEF**Le procureur spécial en donne les raisons**

L'ancien président de l'assemblée nationale, Amadou Damaro Camara, hospitalisé depuis plusieurs mois à l'hôpital sino-guinéen, aurait dû comparaître le jeudi 04 mai devant la chambre de jugement de la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief). Mais il n'a pas pu se présenter à son procès. Le procureur spécial, Aly Touré, en a donné les raisons.

« Le président lorsque les gardes pénitentiaires sont allés, ils ont exhibé le mandat comme cela se doit dans les règles de l'exécution des mandats. Les médecins ont laissé libre cours à l'effet d'extraire Monsieur Amadou Damaro Camara et le mettre dans le pick-up pour l'envoyer devant votre cour. Sauf que le médecin traitant a attiré l'attention des gardes pénitentiaires sur l'état pathologique de Monsieur Damaro. Il leur a dit: le mandat, c'est une décision de justice qui s'exécute mais nous avons l'obligation de vous donner les paramètres vitaux du patient que nous avons ici. Quand les gardes pénitentiaires m'ont remonté l'information, c'est alors que le médecin m'a tenu ce langage. Il m'a dit le patient à une glycémie. Le patient a une glycémie actuelle de deux

grammes. Je lui ai dit la normale c'est combien, il m'a dit c'est aux alentours de 1, 1; 1,2 gramme. Il dit que la tension est très élevée et elle serait à 15-9. Alors que la normale avoisinerait les 12-8. Il a ajouté également que la saturation en oxygène était de 86 alors que dans les conditions normales la saturation en oxygène pour un patient normal devait être au-dessus de 95%. Il dit voyant tous ces paramètres, lorsqu'il y a des conséquences, on ne pourra en être responsable. C'est alors que j'ai dit aux gardes ramenez-le dans son lit et repliez. J'ai tenu à demander au médecin traitant qu'est-ce qu'il fallait pour lui en ce moment, il m'a dit qu'il faut un repos d'au moins deux semaines et je vous garantis que dans 10 jours, il pourra être disponible. C'est pourquoi nous suggérons de nous donner l'opportunité d'exécuter votre décision, en vous demandant de nous donner un délai raisonnable pour que celui qui fait l'objet de ce mandat soit apte à être conduit devant vous. L'inexécution de ce mandat n'est nullement due à un manque de volonté de notre part mais on a été confronté à l'avis des médecins c'est pourquoi nous vous avons saisi », a fait savoir le procureur spécial de la CRIEF, Aly Touré.

Mamadou Saïdou

SNABE

Le Directeur Général donne des précisions sur le cas des étudiants boursiers

Mohamed Bamba Camara est le Directeur Général du service national des bourses extérieures (SNABE). Dans l'émission « On Refait le Monde » de Djoma Média, il a donné des précisions sur la situation des étudiants guinéens à l'étranger, notamment le paiement de leurs bourses.

« Aujourd'hui, nous avons une situation que nous avons analysée, il y a un processus qui est là qui suit son cours. La première phase communiquée auprès des étudiants qu'on a achevée aujourd'hui c'était d'assainir ces listes. Il faut savoir chaque

fois qu'on a fait les opérations de paiement on s'est retrouvé dans des situations où beaucoup de personnes sont oubliées de façon indue. Cette fois-ci on nous dit qu'il y aura un contrôle, vous serez responsable de ce qui est payé. Nous avons des listes qui ne se basent sur rien, qui n'ont aucune base solide pour le paiement des étudiants. Est-ce qu'il faut continuer à payer ou pas ? Nous nous avons fait le choix parce que les responsabilités doivent être engagées pour dire qu'il faut assainir », a indiqué le DG du SNABE. « La liste qu'on avait lorsqu'on était venu, on

était aux alentours de 2000 étudiants. La 1ère année, parce qu'on a pris le train, complètement en marche, on a eu 1487 étudiants boursiers connus. Avec ce nombre, on a continué encore l'analyse des listes on s'est aperçu qu'on n'avait pas 1487 boursiers. Pendant des années, il s'est avéré que des étudiants arrivaient dans les pays alors qu'ils n'étaient pas des boursiers mais d'une année à l'autre, ils se sont retrouvés sur l'état de paie », a-t-il poursuivi.

Mamadou Saïdou